

Franck Debié et Frédéric Encel, Marc Lohez
20 mars 2002

Israël-Palestine (2) : une nouvelle guerre de cent ans ?

Conférence-débat animée par :

- Franck Debié, géographe, Ecole normale supérieure
- Frédéric Encel, géographe, IEP de Rennes

Quatre mois après le Café géographique animé par F. Encel et J. Mauriat, ARRI et les Cafés géographiques organisaient une nouvelle réunion sur la question du Proche-Orient. Alors que le Café géographique du 27 novembre avait souligné le morcellement extrême des territoires, et largement étudié la question des réfugiés, la réunion du 20 mars montrait les pistes territoriales qui pourraient constituer une solution au conflit tout en insistant sur la questions des statuts : statuts fonciers des implantations, statuts des arabes israéliens, situation des colons. Mais comme le 27 novembre, le 20 mars précédait de quelques jours une nouvelle escalade du conflit.

Franck Debié

La récente proposition de paix saoudienne le montre : la reconnaissance de l'Etat d'Israël n'était pas encore un acquis pour bien des pays arabes, mais l'existence juridique de cet Etat est une réalité, ce qui n'est toujours pas le cas pour la Palestine qui devait être reconnue en tant qu'Etat à la suite du processus d'Oslo. La Palestine territoriale ou proto-Etat palestinien né d'Oslo, n'existe pas non plus, puisqu'elle est actuellement occupée à 90% par l'armée israélienne : Oslo avait en effet défini trois zones pour les territoires : la zone C sous contrôle israélien, la zone B sous contrôle militaire israélien et sous administration civile palestinienne et la zone A sous contrôle palestinien. Or, elle ne représente que 25% des territoires (60% à Gaza). Les appels de l'opinion publique internationale à une évacuation par l'armée d'Israël concernent cette zone A, où les incursions se sont multipliées depuis le début de la 2ème Intifada.

Quelle est la géographie de cette dernière phase du conflit née il y a maintenant 18 mois ? Il s'agit d'un conflit territorial pour l'appropriation de la Cisjordanie, non de Gaza. Pendant tout le processus d'Oslo, les constructions israéliennes (bâtiments, routes etc..) se sont poursuivies en Cisjordanie. Il s'agit d'un conflit pour la mobilité : la circulation des palestiniens a été cloisonnée et les colons sont eux victimes d'attaques sur les check-points.

Le conflit a été l'occasion d'une destruction de territoire : des arrachages d'arbres [1]aux destructions de zones urbaines ; un kilomètre de routes sur sept a été détruit pendant la deuxième Intifada : dix ans d'efforts ont été réduits à presque rien.

Les solutions peuvent être résumées par deux cartes-scénarios :

- celle de Tabah (janvier 2001) représente le point de convergence extrême entre israéliens et palestiniens ; elle prévoit l'évacuation de la vallée du Jourdain par les Israéliens, l'abandon de l'idée d'une réoccupation totale de la Cisjordanie par les palestiniens (voir infra l'intervention de F. Encel). Mais la question de Jérusalem, plus délicate, n'y est pas tranchée. Toutes les

discussions récentes ont toutefois été menées sur cette base.

- Le plan Sharon d'avril 2001 : les palestiniens seraient cantonnés dans une grosse dizaine d'enclaves, Israël garderait le contrôle de la vallée du Jourdain.

Ce plan, avec lequel les travaillistes ne sont pas d'accord, correspond à un objectif sécuritaire mais aussi à une " punition territoriale " : les palestiniens, selon les promoteurs de ce plan, nous ont agressé, ils méritent donc d'être punis territorialement ; ils ont perdu une deuxième fois la Palestine.

Frédéric Encel

La géographie du conflit est une géographie extrêmement étroite. En Cisjordanie, la frontière court sur 370 km de collines, de talwegs et de ouadi, morcelant le territoire : l'idée de l'Afrada (séparation) physique entre Israël et les palestiniens est illusoire : un mur ne pourrait pas grand-chose contre les commandos dans ce contexte géographique. De même, l'accord de Taba prévoit l'annexion de quelques poches auxquelles tiennent les Israéliens car c'est là que se concentrent la majorité des colons juifs. (5% de la Cisjordanie). Inversement, la vallée du Jourdain, prolongement du rift africain et point le plus bas du monde, ne représente plus un intérêt stratégique si développé : elle est très étroite et dominée par des collines rocailleuses ; il y a peu de colons, et à l'est, la Jordanie n'est plus l'ennemi qu'elle était autrefois. Jérusalem, enfin, ses sept collines et ses trois lieux saints, concentre l'essentiel du problème géopolitique sur 1 kilomètre carré (l'équivalent de la place de la Concorde plus l'Assemblée Nationale à Paris) : le Mur des lamentation est en effet le mur de soutènement de l'esplanade des mosquées.

(voir aussi le développement sur la géographie sacrée de Jérusalem dans le compte-rendu du café géo animé par F. Encel)

Jérusalem : souveraineté divine, souveraineté verticale et frontières. A Jérusalem, la solution passe par la résolution de la question souveraineté sur ces lieux symboliques. Le président Clinton a proposé une souveraineté... divine ; d'autres plans prévoient une souveraineté verticale, une première dans les relations internationales : l'Etat de Palestine ayant la souveraineté sur l'esplanade , Israël gardant la souveraineté du mur....

Mais dix quartiers juifs ont été installés dans Jérusalem : ils sont stratégiquement installés, sur des collines, construits avec des habitations basses aux fenêtres étroites, les bâtiments vitaux étant placés au centre de l'implantation ; il faudra donc des frontières ; or, compte-tenu de l'imbrication des populations, un partage ethnico-religieux sera nécessaire. Il y a intérêt à ne pas trop porter le fer sur la question de Jérusalem.

La question des représentations et des stratégies. Il s'agit d'un conflit de représentations fondamentales :

- les Arabes considèrent les Juifs comme une population identifiée par une religion, pas comme un peuple ni une nation.
- Quant aux Israéliens, les Palestiniens sont avant tout des Arabes pour eux. Il a fallu attendre Oslo pour que l'identité palestinienne soit reconnue (sur la naissance de l'identité palestinienne, cf infra)

Si l'on regarde une carte d'il y a quinze ans, on a l'impression que l'on a pas beaucoup avancé. La véritable percée se trouve aux accords de Camp David II/ Taba, d'où est sortie l'idée

d'équivalent territorial (Israël annexant les trois poches à l'Est de la Cisjordanie en échange d'un équivalent de territoire cédé à l'Etat Palestinien.). Mais on n'y reviendra que lorsque les deux dirigeants auront changé leur stratégie. L'usure pour Ariel Sharon (qui a effectivement provoqué le départ de 60 à 170000 Palestiniens de Cisjordanie, partis dans les pays voisins) la guerre médiatique pour Yasser Arafat ; une stratégie qui a fonctionné au début puisqu'elle a conduit aux accords de Taba ; mais elle a donné un million de voix à Ariel Sharon lors des élections générale du printemps 2001..

La paix, conclut Frédéric Encel, c'est moins l'harmonisation des politiques que l'harmonisation des arrière-pensées.

Questions et débats

Quel est le statut des Arabes israéliens ?

Appelés aussi " Palestiniens de 48 ", ils vivent dans les limites des accords de Rhodes ; ils ont d'abord vécu sous un statut militaire (couvre-feu), puis se statut s'est libéralisé ;libres de voyager à l'étranger, ils ne peuvent toutefois plus se rendre dans les territoires palestiniens depuis 18 mois.

Leur poids politique est important : ils représentent 10 à 15% de la population qui vote. En septembre 2000, ils ont organisé une grande manifestation de solidarité pour les palestiniens des territoires qui a subit une répression policière (mais non militaire).

Quand aux palestiniens des territoires occupés, ils ont longtemps vécu avec un passeport Jordanien ; depuis 1967 et Moshé Dayan, Israël avait laissé une souveraineté jordanienne fictive sur les palestiniens. Le Roi Hussein y rennonça en 1988. Frédéric Encel fait alors remarquer que la première Intifada a servi de véritable catalyseur pour l'identité palestinienne (les palestiniens manifestaient alors aussi contre l'Egypte et la Jordanie...)

Quels sont les statuts fonciers des terrains où se trouvent des implantations israéliennes ?

F. Debié : Il y a trois types de terres :

- Les terres nationalisées (qui appartenaient à l'état Jordanien, héritier de l'Empire Ottoman)
- Les achats de terre (acquisitions privées) ; pour les terres se situant dans les territoires saisis en 1947-1948, les propriétaires étaient souvent vacants ; elles ont été vendues par des parents sur mandat
- Les terres dont les propriétaires ont été expulsés mais non expropriés. Ces terres, prises pour des raisons de sécurité, ont parfois fait l'objet d'implantations de colons, ce qui risque de poser un gros problème plus tard : le cas le plus général est en effet celui dont le propriétaire arabe conserve la propriété mais ne jouit plus de l'usufruit ; elles devraient passer sous statut locatif. On trouve une situation semblable pour les terres redistribuées par le ministère de l'agriculture aux kibboutzim : là encore, il n'y a pas eu d'aliénation.

Plus généralement, Franck Debié fait remarquer que l'Etat d'Israël a été respectueux du droit de propriété (c'était d'ailleurs une des conditions pour rentrer aux Nations-Unies). Mais, si l'Etat israélien a été respectueux du droit de propriété dans la mesure où les propriétaires étaient présents (dans les territoires de 1948), les Israéliens ont été beaucoup moins

respectueux dans les Territoires occupés en 1967 où l'expulsion pour des raisons de sécurité a été utilisée de manière tout à fait abusive pour des aliénations de fait.

Combien sont les colons, où vivent-ils, de quoi vivent-ils ?

Il y a 200.000 colons à Jérusalem et dans ses environs immédiats, 70.000 colons ailleurs. Ils vivent sur 2% des territoires, mais les implantations s'étendent et pourraient s'étendre davantage sans enfreindre les accords : lorsqu'il a été décidé de geler les implantations, le master plan concernait en effet déjà 4% des territoire et il permet donc de dire que l'on respecte le gel... Les implantations vont de quelques bâtiments à de vraies villes comme Ariel ; les colons qui habitent Jérusalem vont travailler dans l'agglomération, mais ceux qui sont installés ailleurs vivent de subventions.

Frédéric Encel conclut la réunion : " Tant que l'on reste dans le champs politique, tout est négociable : c'est la seule voie vers une véritable paix ; le discours mystique et/ou apocalyptique ne conduit qu'à la catastrophe. "

Compte rendu : Marc Lohez

[1] les arrachages d'arbres ont eu lieu dans toute la Cisjordanie mais plus particulièrement au sud de Tulkarem et Qalqilya